

Avant le Congrès de la Fédération C. G. T. des cheminots

La grève du 1^{er} avril a été dans les chemins de fer une manifestation puissante. La quasi totalité des cheminots a participé au mouvement. Les Cadres, eux-mêmes, dans une très forte proportion ont cessé le travail. Cela ne s'était pas vu depuis 1947 et 1953.

Toutes les Fédérations ont appelé au débrayage. Les Fédérations C.G.T., C.F.T.C., C.G.C. ont lancé un appel commun; F.O., la F.G.A.A.C., les Cadres autonomes ont lancé un appel parallèle. L'accord au sommet, bien que n'étant que tacite, a néanmoins donné confiance à la base.

L'union à la base n'a guère été meilleure qu'au sommet. Les Cadres autonomes, largement majoritaires dans leur catégorie ont le plus souvent fait bande à part. F.O. fut souvent invisible. On peut, il est vrai, se demander si cette invisibilité n'est pas tout autant le fait de l'absence de militants F.O. que de l'ostracisme à l'égard de la C.G.T. Les syndicats C.G.T., C.F.T.O. et Autonomes de conduite ont participé en commun aux meetings, délégations et cortèges. Quant à la grande masse des cheminots, constituée d'inorganisés ou de simples cotisants aux syndicats, il faut bien dire que, si elle a cessé le travail, elle est aussi restée chez elle. Le goût du jardinage ne saurait à lui seul expliquer cette bouderie. La vérité, c'est que la plupart ont perdu confiance dans les organisations syndicales.

Les dirigeants syndicaux prennent prétexte de cette absence de la masse des cheminots aux démonstrations qui se voulaient précisément de masse pour mettre en doute leur combativité. Pourtant cette combativité est grande. Bien avant les discours de Pfimlin du 1^{er} avril et de Gaillard le 2 avril, les cheminots savaient déjà qu'une grève limitée à 24 heures et à quelques secteurs de l'Economie nationalisée serait inefficace. « Tous ensemble et jusqu'au bout », tel était le point de vue le plus répandu.

La carence des Fédérations syndicales

Les Fédérations syndicales de cheminots, y compris la Fédération C.G.T., ne remplissent pas leur rôle de direction des luttes. Les cheminots s'en rendent bien compte. Dans une corporation traditionnellement « syndicaliste », 170.000 d'entre eux sur un effectif total de 370.000 ne sont pas syndiqués. La Fédération C.G.T., de loin la plus puissante, ne compte que 128.000 adhérents, soit 35 %. Encore ne s'agit-il là que de cotisants. Les réunions syndicales sont boudées. Les militants se font rares.

Les appareils réformistes

F.O. à travers l'appareil du P.S., la C.F.T.C. à travers l'appareil clérical, les Cadres autonomes et le F.G.A.A.C. par d'autres chemins sont à la remorque de l'Etat-patron. Elles ne lui veulent aucun mal. Toutes ces organisations réunies rassemblent tout juste 62.000 syndiqués. F.O. n'a pour ainsi dire pas de délégués, la C.F.T.C. en a peu. Seuls les Cadres autonomes et, dans certaines régions, la F.G.A.A.C. sont largement représentatifs de leurs catégories respectives. Les dirigeants de ces Fédérations n'engagent la lutte, et encore bien timidement, que sous la pression de leurs militants de base, pour ne pas perdre toute influence sur la masse et ne pas faire ainsi le jeu de la C.G.T. Elles ne peuvent jouer leur rôle de canal de dérivation du mécontentement ouvrier que dans la mesure où quelques eaux roulent encore dans ce canal. Il y a tout de même de bons éléments à la base de ces organisations, mais ils sont d'autant plus facilement étouffés que leur sens de la discipline est poussé jusqu'à l'absurde. Il est vrai que, dans cette déformation, ils sont aidés par l'instinct d'auto-défense suscité en eux par le comportement syndical des stalinien de la Fédération C.G.T. Il y a tout lieu de croire que, dans des syndicats réunifiés sur une base organisationnelle démocratique, libérés de l'encombrante tutelle de leurs propres bureaucraties, ils s'achemineraient vers un heureux épanouissement de leurs qualités naturelles.

L'appareil stalinien

La Fédération C.G.T. n'est certes pas à la remorque de l'Etat-patron et de la direction de la S.N.C.F. Les mesures discriminatoires dont elle est l'objet, les brimades qu'endurent ses militants le prouvent. Pourtant, elle n'est guère plus combative. Elle fait surtout plus de bruit. Elle est entièrement contrôlée par le P.C.F. A quelques rares exceptions, ses militants responsables sont, à tous les échelons, d'obéissance stalinienne.

Le bureau du Syndicat se confond généralement avec la cellule du P.C.F. Les militants s'agitent beaucoup. Réunions sur réunions, délégations sur délégations, pétitions sur pétitions. Tout cela donne bonne conscience et même quelque fierté aux militants de base. Les résultats obtenus ne sont malheureusement pas à la hauteur des efforts déployés.

La Fédération C.G.T. reste, de loin, l'organisation la plus influente. Nous avons indiqué, plus haut, le nombre de ses adhérents. Le nombre de ses électeurs aux divers scrutins (délégués du personnel, Comités mixtes) est sensiblement plus élevé (185.000, soit environ 50 %). L'agitation déployée, pour vaine qu'elle soit, fait tout de même impression. Et puis, la C.G.T. est l'organisation traditionnelle de la classe ouvrière.

La tactique employée, pour inefficace qu'elle soit, eu égard aux intérêts des cheminots n'est cependant pas accidentelle. Elle s'inscrit dans la tactique générale du P.C.F.

Le carcan stalinien

Les revendications sont toujours formulées d'une manière volontairement vague. Il s'agit d'obtenir X % pour telle date s'ajoutant à Y % pour telle autre date. On insiste essentiellement sur les revendications catégorielles. On les fait naître au besoin, bien qu'elles divisent très souvent les cheminots dressant une catégorie contre une autre catégorie. Sans craindre le ridicule, on crie « Victoire » parce que quelques miettes ont été obtenues. C'est ainsi que dans le rapport d'activité de la section technique « Bureaux-Magasins » publié en vue du prochain congrès on écrit sans rire :

« Dans les Magasins, à la suite de multiples démarches de nos délégués, soutenues par les distributeurs, deux revendications importantes ont été satisfaites :

— le libre choix entre la blouse et le bleu de travail. »

Les cheminots se rendent bien compte de cela. A la lecture de la « Tribune », on les entend souvent dire « tout ça, c'est du bricolage ».

La lutte contre la guerre d'Algérie et l'installation de rampes de lancement est essentiellement menée avec des mots. Il s'y ajoute les inévitables pétitions. Pendant toute une période, la lutte contre la sale guerre a été menée en liaison avec l'action revendicative. Mais, comme par ailleurs le travail d'explication indispensable sur la nature de cette guerre n'était fait que d'une manière tout à fait insuffisante, et que, en outre, dans la mesure où il était fait il l'était, non à partir d'une conception de classe mais sur une base de chauvinisme national (l'Algérie indépendante aura des liens particuliers avec la France), nombre de cheminots n'ont pas compris le caractère injuste, criminel de cette guerre.

Pendant ce temps, des milliers de jeunes cheminots et fils de cheminots, en même temps que plusieurs centaines de milliers de jeunes travailleurs perdent leur vie ou la risquent dans une guerre injuste, contre leurs frères algériens et pour le compte de leurs exploiters, de nos exploiters.

Pendant ce temps les trains continuent à acheminer le matériel et les hommes nécessaires à Lacoste et au colonialisme pour combattre la Révolution algérienne.

Il est vrai qu'il fut un temps où les trains qui emmenaient les rappelés s'arrêtaient en chemin. Mais ce n'était pas parce que les cheminots répondant à l'appel de leurs directions syndicales avaient fait le nécessaire pour cela. C'était seule-

ment parce que les rappelés eux-mêmes tiraient le signal d'alarme.

Et maintenant ?

La chute du gouvernement Gaillard ouvre de riches perspectives. L'extension des luttes, leur généralisation poserait la question du pouvoir. Dans la conjoncture actuelle le mot d'ordre juste est celui du gouvernement des travailleurs. C'est un tel gouvernement qui seul peut satisfaire aux revendications des travailleurs, donc des cheminots.

Il est plus que douteux que les directions syndicales s'orientent dans cette juste voie. Les dirigeants de la Fédération C.G.T. emboîteront inévitablement le pas au P.C.F. Celui-ci, on le sait, se prononce pour un gouvernement de gauche, sur la base d'un compromis qui, les déclarations de Thorez et de Servin le montrent, consiste avant tout à désarmer les travailleurs.

Il est aussi, fort heureusement, plus que douteux que les travailleurs et parmi eux les cheminots s'accommodent de ce compromis.

Il appartient aux militants des syndicats, aux militants de base, à ceux qui constituent la véritable richesse du mouvement ouvrier de faire un choix décisif. Parmi eux les militants de la C.G.T. et du P.C.F. ont un rôle particulièrement important à jouer. Leur dévouement, leur courage, leur abnégation ne fait aucun doute. Ils ne manquent pas de compétence. Ils se sont rodés dans les luttes quotidiennes. Bien qu'ayant étudié le marxisme-léninisme dans les manuels stalinien où les falsifications abondent, ils ne sont pas dépourvus de ces connaissances théoriques qui permettent à des marxistes révolutionnaires de s'orienter eux-mêmes correctement.

Le Congrès

Il est exclu que le Congrès de la Fédération C.G.T. des cheminots qui aura lieu fin mai à Paris adopte une orientation différente de celle voulue par le P.C.F. Ces congrès ressemblent beaucoup plus à des meetings d'agitation qu'à des assemblées où les délégués des cheminots discutent de leurs problèmes et notamment de la tactique de leur mouvement. Au reste, les délégués sont plutôt cooptés qu'élus.

Il n'est pas impossible toutefois que le mécontentement de la base y trouve un écho. La question de l'unité syndicale pourrait s'y trouver posée dans des termes différents de ceux voulus par la direction fédérale. Celle-ci, comme la direction confédérale, ne conçoit l'unité que sous sa direction. Tout au plus accepterait-elle d'accorder quelques strapontins à la réunification syndicale mais pas la reconnaissance du droit de tendance. Ceci, non pas parce qu'elle craint d'être mise en minorité par les réformistes, mais plus exactement par la crainte qu'elle éprouve des militants syndicalistes révolutionnaires qui ne sont minoritaires que par suite de l'absence de moyens d'expression.

L'unité par en haut, entre bureaucrates stalinien et réformistes n'a pu se faire que par suite d'une conjonction d'intérêts entre une fraction de la bourgeoisie française et la bureaucratie de l'URSS comme ce fut le cas en 1935 et 1945.

L'unité par en bas, ne peut, elle, être que la résultante de l'extension et de la généralisation des luttes. A la fois effet et cause elle engendrerait d'heureux développements.

Travailler à cette unité, c'est la tâche de ceux qui n'ont d'autres soucis que les intérêts du prolétariat.

Un cheminot.

AIDEZ-NOUS! ABONNEZ-VOUS!

«La Vérité des Travailleurs»

A BESOIN DU SOUTIEN DE TOUS SES LECTEURS POUR SUBSISTER.